BULLETIN OFFICIEL DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Arrêté du 27 juillet 2012 portant nomination d'un fonctionnaire en qualité de régisseur d'avances intérimaire auprès de la direction territoriale de la protection judiciaire de la jeunesse des Alpes-Maritimes

NOR: JUSF1231162A

La garde des sceaux, ministre de la justice,

Vu l'arrêté du 31 juillet 2003 autorisant le garde des sceaux, ministre de la justice à créer des régies d'avances et de recettes auprès des services déconcentrés de la direction de la protection judiciaire de la jeunesse ;

Vu l'arrêté du 28 mai 1993 modifié, relatif au taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et au montant du cautionnement imposé à ces agents ;

Vu l'arrêté du 19 août 2011 portant modification de l'arrêté du 10 décembre 2003 portant institution de régies d'avances et de recettes auprès des services déconcentrés de la protection judiciaire de la jeunesse ;

Vu l'arrêté du 1er juin 2010 portant règlement de comptabilité du ministère de la justice et des libertés pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués ;

Vu la demande MG/JPC/MJT n° 707 de la directrice interrégionale pour la région Sud-Est;

ARRÊTE

Article 1

Mme Abla FEDJKHI, adjointe administrative, auprès de la direction interrégionale de la protection judiciaire de la jeunesse Sud-Est est nommée régisseuse d'avances et de recettes intérimaire auprès de ladite direction, en remplacement de Mme Clothilde CHERTIER.

Article 2

Compte tenu de l'intérim qui ne pourra excéder 6 mois, Mme Abla FEDJKHI est dispensée de constituer un cautionnement.

Article 3

Le directeur de la protection judiciaire de la jeunesse est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Bulletin officiel du ministère de la justice et notifié par la directrice interrégionale pour la région Sud-Est en sa qualité d'ordonnateur secondaire délégué au comptable assignataire.

Fait le 27 juillet 2012.

Le garde des sceaux, ministre de la justice et par délégation, La chef de bureau de l'allocation des moyens,

Aurore CHENU